


L'école de la République
contre le fondamentalisme

L'Humanité
DIMANCHE

Le magazine des alternatives

L'Humanité

DIMANCHE



NUEVA
CONSTITUCIÓN

LE CHILI POST-PINOCHET
ANNÉE ZÉRO

N° 729 - SEMAINE DU 22 AU 28 OCTOBRE 2020

N° 729 - Du 22 au 28 octobre 2020

M 04837 - 729 - F: 3,60 €



France 3,60 euros / Guadeloupe, Martinique, La Réunion 4,60 euros / Belgique 3,90 euros / Tunisie 8,20 DIN

AU CHILI, « LE RÉVEIL A EU LIEU »

Le 25 octobre, le Chili se prononcera sur une révision de la Constitution héritée de l'ère Pinochet. Pour les Chiliens en exil, ce référendum arraché par le puissant mouvement social, inédit en 30 ans, est la clef qui fera sauter démocratiquement le verrou du système politique non représentatif et du modèle néolibéral gravé dans le marbre de la loi fondamentale. Déjà, quelle qu'en soit l'issue, le Chili n'est plus le même pays qu'hier.

Il y eut d'abord cet appel à la fraude. Et quelques rêves formulés à voix haute. À Santiago du Chili, la place d'Italie, qui marque la frontière entre bien nés et familles modestes, fut ainsi renommée « place de la Dignité ». Aux racines du bouillonnement social, l'annonce d'une hausse de 3 % du prix du ticket de métro. Une goutte d'eau après trente années de néolibéralisme effréné et gravé dans la Constitution de 1980, pourtant approuvée au terme d'une consultation frauduleuse.

« Quand j'ai vu les jeunes commencer à sauter les tourniquets, j'ai su que quelque chose allait changer », s'amuse Hector Vasquez, président de l'Association des ex-prisonniers politiques chiliens en France, qui se bat contre l'impunité, accompagne les victimes de la dictature lors des procès contre les tortionnaires et milite pour une nouvelle Constitution. Ancien militant du mouvement du 11 août 1967 et du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), entré en résistance après le coup d'État d'Augusto Pinochet le 11 septembre 1973, Hector Vasquez est lui-même arrêté en janvier 1975, torturé et détenu dans une prison clandestine.

Présent au Chili au moment du soulèvement étudiant de 2019, il a dû se rendre à l'évidence : cette fois, son festival de cinéma Memoria y Lucha (Mémoire et lutte) ne se tiendra pas. Et pour cause, la révolte de cette « jeunesse vaillante » gronde à 300 mètres. Durement réprimée. « Le but de ce cycle annuel est d'éveiller les consciences, mais le réveil a visiblement eu lieu », sourit Hector Vasquez.

« LE NÉOLIBÉRALISME POUSSÉ CONTRE LE MUR »

Pour le philosophe chilien Ricardo Arcos-Palma, professeur de l'Université nationale de Colombie, le mouvement social entre également en « résonance avec les mouvements latino-américains, particulièrement avec l'équatorien contre le "paquetazo" (plan d'austérité - NDLR) de Lenin Moreno, et aussi avec le mouvement colombien contre les réformes d'Ivan »

« L'enjeu est d'ouvrir les portes de la démocratie et d'en finir avec les règles qui ne permettent pas à la société civile de se présenter par elle-même. » RODRIGO ARENAS, fils d'exilés





» Duque, qui vise à déchirer l'accord de paix signé avec la guérilla des Farc. Mais à la différence de ces deux autres, le mouvement du peuple chilien a réussi à pousser contre le mur le gouvernement néolibéral de Sebastián Piñera ».

Les Chiliens en exil, qui ont tissé un vaste réseau de solidarité contre la dictature, ont désormais les yeux rivés sur la date du 25 octobre, jour du référendum sur le changement de Constitution. Il y a un an, face à la fronde, le président de droite Sebastián Piñera annonçait d'abord l'augmentation immédiate de 20 % du salaire minimum, la création d'un impôt complémentaire sur les revenus supérieurs à 9886 euros et la stabilisation des tarifs de l'électricité... trop peu pour les manifestants, qui lancent deux journées de grève extrêmement bien suivies.

SEULE POSSIBILITÉ D'ISSUE PACIFIQUE

Après un mois de crise, le 15 novembre 2019, la coalition gouvernementale se résout à un accord avec les principaux partis d'opposition afin d'ouvrir la voie à une consultation référendaire sur la rédaction d'une nouvelle Constitution. Pour tous, le vote du 25 octobre prochain marque une étape majeure dans l'édification de la démocratie chilienne. « Cette date est aussi

importante que celle du référendum défavorable au maintien de Pinochet en 1988. L'enjeu aujourd'hui est d'ouvrir les portes de la démocratie et d'en finir avec toutes les règles contraignantes qui ne permettent pas à la société civile de se présenter par elle-même », souligne Rodrigo Arenas, dont l'histoire familiale s'ancre dans la résistance, la torture et la fuite, et coprésident de la FCPE (parents d'élèves). Sous la présidence de Michelle Bachelet, la réforme du système électoral a abouti à un remplacement du système binominal, hérité de la dictature, par un scrutin à la proportionnelle plus favorable à la représentation.

Ces dernières semaines, l'avance du « Apruebo » (j'approuve) n'a fait que se confirmer. Main dans la main, la droite et l'extrême droite, qui sentent leurs socles vaciller, jouent la démobilisation de l'électorat populaire et tentent de disputer la rue aux partisans du changement. Le camp de la réaction a ainsi organisé ses propres rassemblements sur le thème du « Rechazo » (je rejette) aux cris de « Vive Pinochet ! » et « Meurs, marxiste de merde ! ». Des rassemblements toutefois peu suivis face aux raz-de-marée où travailleurs, étudiants et féministes convergent. « La question posée par ce référendum n'est clairement

CONGRÈS MIXTE OU CONVENTION CONSTITUANTE ?

Les électeurs doivent se prononcer en faveur ou non du changement de Constitution. Ils doivent également choisir l'organisme qui sera chargé de sa rédaction : un Congrès mixte de 172 membres composé à parts égales de membres élus à cette fin et de parlementaires des deux chambres (une option qui a la préférence de la coalition gouvernementale de droite) ou, comme le plaide l'opposition, une Convention constituante intégralement composée de membres élus pour l'occasion. En mars, le mouvement social obtenait que cet organe soit paritaire et que des candidats indépendants puissent présenter leurs propres listes. Pour ce faire, ils doivent cependant être soutenus par des signatures à hauteur de 0,4 % des votants lors de la dernière élection législative dans chaque circonscription. Une démarche compliquée par la pandémie. Une partie des sièges de cette assemblée serait également réservée aux peuples autochtones. Le 11 avril 2021 seraient élus paritairement les délégués à la Convention constituante. Ils auront alors neuf mois, prolongeables de trois mois, pour rédiger un texte fondamental et l'adopter à la majorité qualifiée des deux tiers de ses membres.



Les communautés autochtones, non reconnues par la Constitution, et les nouvelles générations n'ayant pas connu la dictature (féministes, étudiants)

75 %

La part des Chiliens qui se déclarent favorables à un changement de Constitution.

pas celle de Piñera, qui porte aujourd'hui sa croix comme un moine-soldat. Le problème est de savoir si l'on peut en finir démocratiquement avec le modèle dominant et néolibéral protégé institutionnellement et démocratiquement », note encore Rodrigo Arenas. Car le spectre d'une confrontation violente n'est pas loin.

Dans un rapport remis le 13 décembre dernier à Genève, la délégation de l'ONU, envoyée au Chili par la haut-commissaire pour les droits de l'homme, Michelle Bachelet, concluait à un usage disproportionné et excessif de la force dans le maintien de l'ordre. Dans au moins quatre cas sur vingt-six, des agents de l'État étaient impliqués dans la mort de manifestants. En outre, les enquêteurs sont revenus avec des témoignages accablants faisant état de torture, mauvais traitements, menaces de mort, simulacres d'exécution, viols et détentions arbitraires. « Les mêmes méthodes qu'en 1973 », souffle Hector Vasquez.

Début octobre, un policier a poussé Antony Araya, encore adolescent, du haut du pont Pio Nono surplombant la rivière Mapocho, à Santiago. Selon Rodrigo Arenas, « toutes les conditions de la violence sont réunies. Le référendum est la seule possibilité d'issue pacifique car nous ne sommes pas à l'abri d'un retour autoritaire face à la "chienlit". Au Chili, l'inconscient collectif est marqué par les disparitions et les assassinats. Pour autant, nous ne sommes pas à l'abri d'une demande à un retour de la tutelle militaire ».

EXPRIMER LA TRANSFORMATION, PLUTÔT QUE RÉDIGER UNE RÉVOLUTION

Beaucoup aspirent également au retour du bouillonnement militant, de la créativité du mouvement qui a porté l'Unité populaire au pouvoir le 4 septembre 1970. « On n'a jamais retrouvé une parole telle qu'elle s'exprimait à ce moment-là », confirme Hector Vasquez. À partir de 1973, la chape de plomb qui s'abat sur les travailleurs, les intellectuels et les artistes n'y est pas étrangère. Et laisse des traces. « Nous ne demandons pas une Constitution révolutionnaire, le peuple ne parle pas de socialisme. On a perdu beaucoup de batailles depuis le coup d'État et le peuple a besoin de s'exprimer », pour-

suit Hector Vasquez. Ainsi, la question de l'organe chargé de penser la nouvelle loi fondamentale est-elle posée (lire encadré page 10).

La représentativité est un enjeu de taille afin d'établir un système de solidarité, un impôt plus juste ou encore une éducation gratuite et accessible à tous. L'insertion de droits élargis dans la nouvelle charte fondamentale donnerait aux futurs élus un cadre normatif. Selon Ricardo Arcos-Palma, la Constitution actuelle a créé « un abîme social entre pauvres et riches, tout en accroissant la part de la classe moyenne. Comme dans toute l'Amérique latine, cette classe moyenne endettée, avec des crédits insupportables, porte l'illusion de se muer en petite bourgeoisie et sert de rempart au processus progressiste ». Le philosophe rappelle toutefois que l'expérience colombienne qui vit sa Constitution réformée sous l'ère du néolibéral César Gaviria (1990-1994) avait été suivie d'une « guerre sale contre l'opposition et la guérilla au prétexte de lutter contre le narcotrafic ». En l'espèce, le contrôle citoyen pourrait servir de garde-fou. Pour que les rêves ne soient plus seulement formulés à voix haute. ★

LINA SANKARI

lina.sankari@humanite.fr



écologistes...) sont à l'avant-garde de la vaste fronde sociale née en 2019. Une colère encore aiguisée par la violente répression des mobilisations.

« EN PRENANT EN MAIN L'INTÉRÊT GÉNÉRAL, LE MOUVEMENT ASSUME UN RÔLE QU'IL NE LÂCHERA PAS »

Mario Garcés, auteur d'« Explosion sociale et nouvelle Constitution pour le Chili » (1), revient sur l'éclosion de la révolte, issue d'une rage accumulée au quotidien par des Chiliens « privés de droits sociaux », et la longue portée de la séquence politique ouverte par le soulèvement.



RODRIGO FERNÁNDEZ

MARIO GARCÉS
Historien
des mouvements
sociaux

À l'approche du référendum, quel est le climat politique au Chili ?

Il est moins effervescent qu'on pourrait s'y attendre et je le perçois comme un peu déroutant pour au moins trois raisons : la pandémie, qui est en déclin à Santiago, donne lieu à des flambées dans certaines provinces et à l'état d'urgence sanitaire, avec diverses restrictions à la mobilité de la population et un couvre-feu national ; deuxièmement, la droite politique et le secteur des affaires se sont montrés divisés face au référendum. Certaines personnalités telles que Joaquín Lavín et Pablo Longueira, de l'UDI (le parti historique du pinochéisme), ont déclaré qu'elles voteraient pour la modification de la Constitution. Ce qui soulève des questions sur les plans de la droite. Enfin, il y a aussi une inquiétude et une incertitude quant à l'après référendum : l'élection des « électeurs », selon la loi actuelle, doit se faire en avril 2021, par des listes de partis, sans espaces ou garanties pour les indépendants et les mouvements sociaux.

Quelle est la stratégie du gouvernement pour faire obstacle à l'expression démocratique ?

Depuis le début du soulèvement social, le 18 octobre 2019, la principale stratégie du gouvernement a été la répression avec des violations systématiques des droits humains. La Commission interaméricaine des droits de l'homme a reconnu, jusqu'à fin novembre 2019, un total de 26 morts ; 11 564 blessés traités dans les services d'urgences, 283 pour lésions oculaires (à la suite de balles en plomb tirées par la police) ; 20 645 détenus, dont 950 en détention préventive. Le rapport de mission de l'ONU a porté le nombre de personnes souffrant de traumatismes oculaires à 350. Depuis l'état d'urgence sanitaire décrété le 18 mars, les organisations de défense des droits humains évaluent à 51 000 le nombre de détentions jusqu'au mois de juillet, plus environ 40 000 avec le couvre-feu.

Qu'a laissé ce mouvement populaire dans les consciences et dans la société chilienne ?

Contre tout ce qui était prévisible et aussi contre toutes les manières traditionnelles de penser la politique, le mouvement populaire chilien a pris un chemin sans précédent entre octobre 2019 et mars 2020 : il

est resté en permanence mobilisé, même dans les périodes de vacances. Il a engendré ses propres formes d'organisation, notamment les assemblées de quartier, tout en renforçant le féminisme, le mouvement mapuche et les écologistes à grande échelle. Il a permis d'identifier le néolibéralisme dominant comme la source des principaux maux qui affligent les Chiliens. Il a défendu des

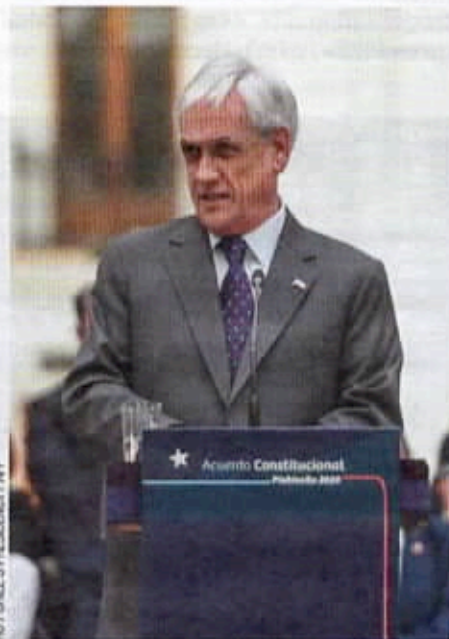


PHOTO: DAVID S. PETERSON / AFP

Le président milliardaire Piñera a déclaré « la guerre » aux manifestants : des dizaines de morts et des milliers de blessés.



CLAUDIO PERES / AFP

Le peuple réhabilite la figure de l'ancien président Salvador Allende, renversé par Pinochet: ses discours prononcés il y a plus de quarante ans, sur l'éducation notamment, battent des records de consultation.

changements parmi les plus urgents dans le domaine économique et social, sur le système de retraite, l'éducation et la santé publique; sur le plan politique, il a installé la question du changement constitutionnel.

En somme, le mouvement populaire a changé le cours et les horizons de l'histoire récente du Chili. Les mouvements sociaux ont ainsi pris en main l'intérêt général que l'État ne portait pas, définissant leur aspiration au bien commun sur la base de leurs propres délibérations. Ils ont assumé un rôle qu'ils n'abandonneront pas facilement.

Comment les mouvements sociaux de ces dernières

années ont-ils convergé vers ce mouvement populaire ?

La convergence des mouvements sociaux est toujours une question complexe, mais surtout elle met du temps à se matérialiser. Ils ont besoin de tracer leur propre chemin et de faire leur propre apprentissage. Il me semble que l'expérience a montré jusqu'ici trois facteurs nécessaires: la mobilisation (occuper la rue, se rendre visible); l'organisation, avec la relance et le renforcement des formes existantes, mais surtout la création de nouvelles organisations, et la délibération, la parole pour conclure des accords démocratiques sur les actions à entreprendre et le sens des luttes.

Concernant le rapport à l'État,

la question est plus complexe, car ses formes autoritaires sont difficiles à affronter, alors même que la crise politique a séparé les partis politiques de la société. Ils ont été vidés de leur contenu et pour de nombreux secteurs de la population mobilisée, plus que des alliés comme en d'autres temps, ils apparaissent comme une « partie du problème ». Dans ce contexte, la convergence des mouvements sociaux s'est opérée sur les grands points d'accord, sur la nécessité de produire des changements par rapport au modèle néolibéral. Mais une plus grande unité reste nécessaire sur les critères, les modalités de réalisation de tels changements.

Que restait-il, dans cette Constitution de 1980, de l'ère Pinochet et des orientations de la dictature ?

La structure autoritaire fondamentale demeure, qui empêche des changements de

se faire sans le soutien de la droite, puisque des modifications fondamentales ne sont possibles qu'avec un quorum qualifié (deux tiers, trois cinquièmes des députés et des sénateurs). Il n'y a pas d'initiative populaire et seul l'exécutif peut proposer des projets de loi qui concernent le budget national. La Constitution héritée de la dictature ne garantit pas les droits sociaux, puisque ses mentors néolibéraux considéraient que l'État n'avait à jouer qu'un « rôle subsidiaire » dans le domaine social, le marché étant chargé de distribuer les ressources et les opportunités aux citoyens.

Quel processus politique pourrait ouvrir une victoire du oui à une nouvelle Constitution ?

La victoire du oui (ou de l'approbation) ouvrira un processus dans lequel la « classe politique traditionnelle » (du centre gauche jusqu'à la droite) cherchera à garder le contrôle des changements. Le mouvement populaire devra faire pression pour ouvrir le champ des transformations. Ce sera une période de fortes tensions entre la société et l'État, entre les mouvements sociaux et la « classe politique », entre le peuple et le gouvernement.

Les mouvements sociaux devront être capables de définir leurs propositions fondamentales de changement et d'exercer une pression suffisante pour être entendus par les futurs représentants, tout en évitant la répression qui continuera à s'exercer sur eux. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
ROSA MOUSSAOUI

rosa.moussaoui@humanite.fr

« Pour les mentors néolibéraux de la Constitution de l'ère Pinochet, l'État n'avait qu'un "rôle subsidiaire", le marché étant chargé de distribuer les ressources et les opportunités. »

(1) LOM Ediciones, Santiago, 2020.

DU « NON » À PINOCHET AU REJET DE SA CONSTITUTION : « LE DROIT DE VIVRE EN PAIX »

Sans surprise, la droite ferraille pour le maintien de la loi d'airain. La gauche entend faire exploser ce corset pour enfin panser les plaies du pays et promouvoir la justice sociale.

C'était à l'automne 1988, le 5 octobre. Ce jour-là, les Chiliens devaient voter, selon la Constitution instaurée en 1980 sous l'autorité du dictateur Augusto Pinochet, pour le maintien de celui-ci, ou non, au pouvoir, quinze ans après qu'il eut orchestré le coup d'État contre le président Allende. « Non », ont alors répondu les urnes. Le 25 octobre, 14 millions d'électeurs approuveront ou non le changement du texte fondamental hérité de la dictature, à l'occasion du référendum déjà qualifié d'historique. C'est là l'une des grandes victoires du soulèvement populaire du 18 octobre 2019 qui espère ainsi panser les inégalités du Chili, où 1 % de la population détient 26,5 % du PIB national et 50 % des travailleurs perçoivent un salaire mensuel égal ou inférieur à 505 euros.

« Beaucoup participent à ce processus avec une claire intention de justice sociale. Celle-ci représente une répartition équitative des biens en direction des droits sociaux afin que tous aient accès à la santé, l'éducation, la sécurité sociale. Fort probablement, la Constitution en tant que telle ne peut satisfaire ces besoins, mais elle peut faciliter le travail de l'État afin que ces droits puissent se réaliser », soutient Miriam Henríquez, doyenne de la faculté de droit de l'université Alberto-Hurtado.

Jusqu'alors, le corset ordo-libéral a prévalu. Le 11 septembre 1980, tandis que les partis politiques sont interdits, la junte militaire avait orchestré un ersatz de consultation pour imposer la Constitution. À l'époque, les Chiliens n'avaient pas vraiment eu d'autre choix que de se plier aux



La Constitution actuellement en vigueur avait été approuvée en 1980 par un peuple qui n'avait pas d'autre choix, sous la dictature du général Pinochet..

ordres du bourreau de Santiago et à l'équipe des Chicago Boys qui détenaient déjà les rênes de l'économie nationale. Le néolibéralisme a été sanctuarisé jusque dans le texte fondamental, empêchant toute législation nationale de toucher au système de retraites par capitalisation individuelle, à la marchandisation de l'éducation...

POUR UNE VÉRITABLE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Pour le 25 octobre, la droite, et singulièrement l'UDI (qui agglutine nombre de nostalgiques du pinochétisme), bataille pour le statu quo, en agitant son traditionnel épouvantail : l'instabilité, le chaos et le coût que représenterait l'installation d'une convention constitutionnelle. Elle n'a pas hésité à récupérer la figure de Víctor Jara, assassiné par la junte militaire en 1973, et son fameux chant, « le Droit de vivre en paix », celui-là même que les manifestants n'ont cessé d'entonner lors de la révolte sociale. Plus grave encore, des partisans du « Rechazo » (je rejette) se sont crus autori-

sés à faire des saluts nazis, lors de rassemblements conspuant le référendum.

Le « Apruebo » (j'adopte) réunit de la gauche jusqu'au centre, avec toutefois des différences notables. Le Parti communiste du Chili (PCCh) continue de plaider pour une Assemblée constituante pleinement souveraine car celle qui sera élue, en cas de victoire du changement, devra valider chacun de ses votes avec une majorité des deux tiers. Un système de blocage que la droite a imposé. Le PCCh a également offert son temps d'antenne à la Mesa de la Unidad Democrática, qui rassemble la Centrale unitaire des travailleurs et les principales organisations sociales qui ont tenu le haut du pavé ces dernières années. Le Frente Amplio (coalition de forces de gauche) ouvrira la moitié de ses candidatures aux citoyens non adhérents à un parti afin d'assurer un minimum de légitimité à la Convention constituante, dont l'élection de ces membres aura lieu le 11 avril. ★

CATHY DOS SANTOS

cathy.dossantos@humanite.fr